

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FONDERIE GIROUD INDUSTRIE**

88 impasse de noyers  
38530 Barraux

Références : Is009TS3  
Code AIOT : 0006102805

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2025 dans l'établissement FONDERIE GIROUD INDUSTRIE implanté 88 impasse de noyers 38530 Barraux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Elle a porté notamment sur les suites de la mise en demeure N°DDPP-DREAL UD38-2021-12-12 du 10 décembre 2021 et les suites de l'inspection du 30/09/2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FONDERIE GIROUD INDUSTRIE
- 88 impasse de noyers 38530 Barraux
- Code AIOT : 0006102805
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation du site est autorisée par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2010-06304 du 02/09/2010 et n°DDPP-DREAL UD38-2020-01-05 du 09/01/2020.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets
- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Conditions de rejet [suite INSP 2021 : DAC 2019]	Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 3.2.4	Demande d'action corrective	6 mois
5	Bilan annuel des émissions atmosphériques [suite INSP 2021 : DAC 2021 n°1]	Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 3.2.5	Une demande d'action corrective et une observation	1 mois / 4 mois
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 7.4	Demande d'action corrective	Immédiat
8	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, articles 4.2.2	Une observation et une demande d'action corrective	3 mois / 6 mois
9	Déchets	Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 5.1.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 09/01/2020, article 1er	Observation
2	Zone de dépotage [suite INSP 2015 et 2019 : DAC 2019 n°7 et MED 2021]	Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 7.4.7	Sans objet
3	Évaluation des risques sanitaires [suite INSP 2015 et 2019 : DAC 2019 n°3]	Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 1.7.2	Modification des prescriptions à venir
6	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Observation
10	Consignes de	Arrêté Préfectoral du 02/08/2010,	Observation

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sécurité	article 7.5.4	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

**5 non-conformités et 5 observations** ont été émises lors de cette inspection concernant les rejets atmosphériques, la prévention des pollutions accidentelles, les rejets des effluents et la gestion des déchets.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/01/2020, article 1er			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Le tableau figurant à l'article 1.2.1 du titre 1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-06304 du 2 août 2010 est modifié comme suit :			
Rubrique	Libellé	Régime	Capacité du site
3240	Exploitation d'une fonderie de métaux ferreux	A	72 t/j (2 fours)
2551.1	Fonderie de métaux et alliages ferreux	A	72 t/j (2 fours)
2575	Emploi de matières abrasives pour le décapage des métaux	D	98 KW
2515.1.b	Broyage, concassage, criblage, tamisage des sables	D	77KW
2661.1.c	Transformation de résines synthétiques	D	1350 kg/j en moyenne Max. inférieur à 10 t/j
2940.2.b	Application de peintures par pulvérisation	DC	30 kg/j
4130.2.a	Stockage de substances et mélanges liquides Toxicité aiguë de cat. 3	A	Résine furanique 20 t
4330.2	Stockage de produits inflammables de catégories 1	DC	Durcisseur procédé Betaset – 1,2 t
<b>Constats :</b>			
L'exploitant indique qu'il n'y a pas de modification du process depuis la dernière inspection. Le site fonctionne toujours avec 2 fours à induction de capacité de 2 et 4 tonnes.			
Lors de l'inspection, la revue des rubriques est effectuée :			
<u>Rubriques 3240 et 2551 :</u> La production sur le site a fortement diminué et les capacités de production sont de l'ordre de 16 tonnes/jour. Ses capacités sont inférieures au seuil de 20 tonnes/jour de la rubrique IED 3240. → <b>L'exploitant se positionnera par rapport à son classement à la rubrique 3240. Dans le cas où l'exploitant maintient son classement IED, il devra transmettre au</b>			

**préfet son dossier de réexamen IED relatif aux meilleures techniques disponibles du BREF SF (Forges et fonderies) du 29/11/2024 dans un délai d'une année soit avant le 29/11/2025.**

Rubrique 1978 : La consommation en solvant sur le site est supérieure à 5 tonnes par an. → **L'exploitant doit se positionner par rapport de cette rubrique et effectuer l'analyse réglementaire au regard de l'AMPG du 13/12/2019.**

En ce qui concerne les autres rubriques, l'exploitant mentionne des modifications sans impact apparent sur le classement des rubriques du site. L'exploitant profitera de l'élaboration du dossier de porter-à-connaissance pour effectuer une revue exhaustive de ses activités.

**Observation n°1 : L'exploitant doit transmettre au préfet un dossier de porter-à-connaissance pour régulariser sa situation administrative.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Zone de dépotage [suite INSP 2015 et 2019 : DAC 2019 n°7 et MED 2021]**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 7.4.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Transports - Chargements - Déchargements

**Prescription contrôlée :**

Les aires de chargements et de déchargement des véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.  
[...]

APMED N°DDPP-DREAL UD38-2021-12-12 du 10/12/2021 :

Article 1 : La société FONDERIE GIROUD INDUSTRIE qui exploite une fonderie sur la commune de Barraux, RN90 La Gâche, est mise en demeure de respecter d'ici le 30 juin 2022 les prescriptions de l'article 7.4.7 des prescriptions techniques annexées à l'AP complémentaire n°2010-06304 du 2 août 2010 relatif aux aires de chargement et déchargement des camions citernes.

**Constats :**

Dans sa réponse du 2/11/2021 à l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant avait indiqué avoir pris contact avec le fournisseur Brentag pour un passage en livraison en container au lieu des citernes en place et étudier en parallèle les solutions pour mettre en place des rétentions mobiles pour mettre la zone de dépotage en conformité.

Lors de l'inspection, l'exploitant indique que le site est désormais livré en alcool sous forme de container de 1000 litres.

L'inspection a pu constater lors de l'inspection la présence de 2 containers de 1000 litres stockés dans une armoire avec rétention située à proximité de la zone d'alimentation en GNR.

La rétention de l'armoire est vide et les containers sont correctement étiquetés.

L'inspection constate que la mise en demeure du 10/12/2021 est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 3 :** Évaluation des risques sanitaires [suite INSP 2015 et 2019 : DAC 2019 n°3]

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 1.7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Évaluation des risques sanitaires

**Prescription contrôlée :**

[...]

En particulier, compte tenu de la présence dans les rejets atmosphériques de formaldéhyde et de phénol et éventuellement de dioxines, l'exploitant devra effectuer une analyse des effets de l'exploitation du site sur la santé des populations, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. Un dossier comportant tous les éléments de cette analyse seront transmis au préfet dans les meilleurs délais.

**Constats :**

L'étude des risques sanitaires a été mise à jour et transmise à l'inspection le 6/12/2022 (Rapport EL7P2/22/584 du 30/09/2022 effectué par SOCOTEC).

Cette étude répond à la demande d'action corrective DAC 2019 n°3.

Cette étude fera l'objet d'un examen par l'inspection et devra aboutir à la rédaction d'un arrêté préfectoral complémentaire relative à la mise à jour de la surveillance des émissions atmosphériques.

**Type de suites proposées :** Modification des prescriptions à venir

**N° 4 :** Conditions de rejet [suite INSP 2021 : DAC 2019]

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les VLE suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvin) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gazs secs):

Concentrations instantanées	Four de fusion	Grenailage	Ébarbage 1	Ébarbage 2
Poussières (mg/Nm <sup>3</sup> )	5	10	10	10
PCDD/F (I. TEQ/Nm <sup>3</sup> )	≤ 0,1			

Aucun résultat des mesures en concentrations ne peut excéder le double des VLE fixées ci-dessus. Une mesure de concentration des paramètres doit être effectuée selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins une fois par an. [...]

**Constats :**

Aucune mesure des rejets atmosphériques sur les 11 points de rejet n'a été réalisée depuis 2021.

<b>Non-conformité n°1 : L'exploitant n'a pas réalisé la surveillance annuelle de ses rejets atmosphériques contrairement aux dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 02/08/2010.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra réaliser les contrôles inopinés sur les rejets atmosphériques demandés par l'inspection en février 2025. Cette campagne de mesures pourra se substituer au contrôle réglementaire annuel. Par la suite il devra réaliser chaque année le contrôle réglementaire annuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 5 : Bilan annuel des émissions atmosphériques [suite INSP 2021 : DAC 2021 n°1]**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 3.2.5				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Évaluation des flux annuels des émissions				
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant le 31 mars de chaque année, l'exploitant réalise une évaluation quantifiée des émissions annuelles diffuses d'une part et canalisées d'autre part en poussières du site pour l'année précédente.				
<b>Constats :</b>  Les déclarations GEREPE ont été effectuées en 2021 et 2022. Elle n'a pas été finalisée en 2023.				
<b>Bilan des émissions de poussières entre 2021 et 2024 :</b>				
	2021	2022	2023	2024
Émissions poussières canalisées (tonnes)	2,6 (non cohérent avec GEREPE = 0,630 tonnes)	2,6 (non cohérent avec GEREPE = 0,630 tonnes)	2,6 (GEREPE non complété)	2,8
Émissions poussières canalisées diffuses (tonnes)	40	45,9	32,3	26,3
Tonnage acier coulé (tonnes)	2203	2359	1978	1872
Ratio canalisé par tonne acier coulé (kg/tonnes)	1,18	1,1	1,31	1,51
Ratio canalisé par tonne acier coulé (kg/tonnes)	18,04	19,46	16,31	10,05

Le flux spécifique en poussières au niveau du four de 200 kg/kg de fonte produits selon l'article 30-10 de l'AM du 2/2/98 est respecté.

**Non-conformité n°2 : L'exploitant n'a pas transmis sa déclaration annuelle des polluants pour l'année 2023 contrairement aux dispositions de l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 2/8/2010.**

Le plan de gestion de solvant (noté PGS) est transmis annuellement par l'exploitant. Le PGS 2024 a été transmis le 31/1/2025.

Il présente plusieurs incohérences notamment :

- O1 correspond aux rejets canalisés et ne peut pas être nul. Les émissions canalisées sont déterminées à partir des concentrations en COV mesurées aux points de rejet. Ces mesures doivent être réalisées dans des conditions représentatives de fonctionnement de l'installation. NB : Les résultats des laboratoires sont exprimés en eq.C/Nm3. Ces valeurs doivent être converties en g. COV.
- O5 correspond aux solvants détruits par des réactions physiques ou chimiques. La fonderie ne dispose pas de système de traitement des rejets atmosphériques ou des effluents industriels. Cette valeur devrait être nulle pour votre site.
- Les solvants usagés évacués comme déchets sur la base des BSD de l'année peuvent être déduits des émissions (O6). L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu d'évacuation des déchets depuis 2021 par choix économique (Cf. constat n°9) ;
- O4 correspond aux émissions diffuses, elles sont déduites des autres valeurs par bilan :  
 $O4 = I1 - O1 - O2 - O3 - O5 - O6 - O7 - O8 - O9$ .

Le plan de gestion des solvants devra être mis à jour à partir des concentrations mesurées lors du prochain contrôle des rejets atmosphériques. Cette mise à jour aboutira à un taux de diffus mis à jour qui sera réglementé par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 9/12/2019 relatif à la rubrique 1978.

**Observation n°2 : L'exploitant doit mettre à jour son plan de gestion de solvants pour 2024 avec les concentrations en COV mesurées lors du contrôle inopiné Air.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant :

- effectuera sa déclaration GERE pour l'année 2024 (délai : 31/03/2025)
- mettra à jour son plan de gestion des solvants pour l'année 2024 (délai : 31/06/2025)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois / 4 mois

**N° 6 : Prélèvements et consommation d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau

**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j,



hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Les consommations d'eau potable et d'eau de nappe sont les suivantes sur les 3 dernières années :

	2021	2022	2023
Eau potable	1414	1342	1468
Eau de nappe	41393	30508	26000

Il n'y a pas d'eau potable utilisée dans le process. L'eau potable est utilisée exclusivement pour des usages sanitaires.

Le site est équipé de 2 forages pour le prélèvement dans le milieu naturel. L'eau de nappe est utilisée comme eau de refroidissement et est directement réinjectée dans la nappe.

Les prélèvements maximaux en eau de nappe sont de 280 m3/jour et 35 m3/heure.  
L'exploitant ne réalise pas de relevé des compteurs d'eau potable et d'eau de nappe.

**Observation n°3 : L'exploitant effectuera des relevés hebdomadaires de ses consommations en eau potable et de ses prélèvements en eau de nappe. Un arrêté préfectoral complémentaire va prochainement fixer des valeurs maximales pour les prélèvements en eau.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 7.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

Article 7.4.2 Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Article 7.4.3 Rétention

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action

physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

[...]

#### Article 7.4.5 Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilée, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### Constats :

L'inspection a contrôlé les différentes zones de stockage de produits chimiques et de déchets :

- Stockage des alcools : stockage de 2 containers de 1 m<sup>3</sup> dans une armoire fermée et équipée d'une rétention ;
- Stockage de résines au niveau de la zone Moulage Résines : stockage en containers de 1 m<sup>3</sup> sur rétention. Les rétentions sont vides. L'étiquetage des phrases de risque associés aux rétentions est incorrecte ;
- Stockage de catalyseurs au niveau de la zone maintenance : stockage en containers de 1 m<sup>3</sup> sur rétention. L'étiquetage est correct ;
- Stockage de 4 fûts de 200 litres de BETASET sous couvert (inflammable, corrosives, CMR) : Sans rétention et absence d'extincteurs à proximité directe de la zone de stockage ;
- Stockage des bennes des déchets de sables, de big-bags de poussières et sables, de poussières MR et poussières métalliques en extérieur ;
- Stockage de 12 containers de déchets dangereux dans une armoire fermée sous rétention. Il s'agit entre autres de containers de catalyseurs usagés et de résines usagées. La compatibilité des déchets stockés n'a pas été démontrée. Certains étiquetages ne sont visibles. Un container est en mauvais état (Cf. photo en annexe). La rétention est vide ;
- Stockage d'environ 140 IBC vides sur 3 différentes zones de stockage.

**Non-conformité n°3 : Les 4 fûts de 200 litres de Betaset ne sont pas placés sur rétention contrairement aux dispositions de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 02/08/2010 et la compatibilité des containers de déchets stockés n'a pas pu être assurée contrairement aux dispositions de l'article 7.4.5 de l'arrêté préfectoral du 02/08/2010.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra sur rétention le stockage de BETASET immédiatement et vérifiera la compatibilité des déchets dangereux stockés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** Immédiat

## N° 8 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux et entretien et surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.2.2 Plan des réseaux Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li></ul> <b>+ AM 02/02/1998</b> <b>Article 43 :</b> <b>II.</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. « Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers. » Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.  Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente un plan des réseaux datant de mars 2017 mis à jour en novembre 2019. Le plan fait apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• le réseau d'eau potable</li><li>• le réseau d'eaux pluviales et les deux points de rejet : point de rejet « RN90 » équipé en amont d'un séparateur d'hydrocarbures et point de rejet « Sud »</li><li>• le réseau d'eaux usées et les fosses septiques</li><li>• les deux séparateurs d'hydrocarbures : le séparateur d'hydrocarbures de la zone de dépotage GNR et le séparateur d'hydrocarbures du point de rejet « RN90 »</li><li>• la présence d'un puits perdu où sont collectées les eaux de voiries de la zone de chargement des produits finis</li></ul> Le plan ne fait pas apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• les 2 points de prélèvements des eaux de nappe.</li><li>• le réseau d'évacuation des eaux après le séparateur de la zone de dépotage GNR</li></ul>

- les secteurs collectés au niveau du réseau d'eaux pluviales
- certains réseaux d'évacuation EP dans la partie Nord du site

**Observation n°4 : L'exploitant mettra à jour son plan des réseaux.**

L'exploitant indique que les séparateurs hydrocarbures ont fait l'objet d'un contrôle visuel en 2023 mais n'ont pas été curés (absence de bon d'intervention).

Les eaux de voiries de la zone de chargement des produits finis susceptibles d'être polluées sont évacuées vers le milieu naturel via le puits perdu sans traitement préalable.

**Non-conformité n°4 : L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que, conformément aux dispositions de l'article 43 – II de l'arrêté ministériel du 2/2/98, les eaux de voiries de la zone de chargement des produits finis sont traitées avant rejet et que les séparateurs hydrocarbures sont entretenus correctement.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra :

- mettre à jour son plan des réseaux (Délai : 6 mois)
- mettre en place un plan de surveillance de ses séparateurs hydrocarbures (Délai : 3 mois)
- étudier les solutions pour la mise en conformité des rejets d'eaux pluviales au niveau de la zone de chargement des produits finis avec un échancier (Délai : 6 mois)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 5.1.2

**Thème(s) :** Autre, Séparation des déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans les filières spécifiques.  
[...]

**+ AMPG du 30/6/97 relatif à la rubrique 2575 :**

Article 7.2 - Stockage des déchets

Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

**Constats :**

Concernant l'évacuation des déchets de sables chez Lely, le dernier CAP complété par LELY Environnement pour les sables de fonderie de 2022. L'exploitant montre les FID complétés pour

les années 2023 et 2024. L'exploitant indique que le Lely répond difficilement à ses demandes pour obtenir les documents signés.

Derniers CAP pour le sable de fonderie de Lely environnement

- 2022 : FIP signé par exploitant en date du 11/3/22 et Partie acceptation / refus réservée à Lely datée du 5/8/2022 ;
- 2023 : FIP signé par exploitant en date du 13/7/22 ; absence de retour signé de Lely Environnement

L'exploitant transmet les dernières analyses sur les échantillons (Rapport Wessling du 6/3/23), les analyses pour l'année 2024 sont en cours (échantillons : poussières, sables, ébarbage et fusion).

L'inspection a pu observer le registre des déchets mensuel mis en place par l'exploitant.

Ce registre liste les déchets dangereux produits par le site, il s'agit :

- des aérosols
- des containers souillés
- des huiles hydrauliques
- de diluants usagés

Lors de la visite, l'inspection a pu constater la quantité importante de containers pleins et vides à évacuer (Cf. constat n°7). Il n'y a pas eu d'évacuation de déchets dangereux depuis 2021 pour des raisons économiques.

**Non-conformité n°5 :** Les quantités de déchets stockés sur le site dépassent les quantités normales d'un lot d'expédition contrairement aux dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30/6/97 relatif à la rubrique 2575.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant évacuera ses déchets dangereux et veillera à remplir la plateforme Trackdéchets pour assurer la traçabilité de la gestion des déchets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 10 : Consignes de sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 7.5.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans des procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes sont notamment :

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel

[...]

### Constats :

L'armoire de stockage alcool est équipée d'un kit de produits absorbants / boudins en cas de déversement accidentel. Ce kit est utilisé lors des opérations de dépotage sur le site, il n'y a qu'un kit qui est apporté sur les différentes zones lors des opérations de dépotage de produits chimiques selon les indications de l'exploitant.

Lors de la visite, l'inspection observe la présence de poussières / sables au sol à proximité des installations de l'air « four » et « noyautage » ainsi qu'un tas de sables au niveau du silo de stockage moulage résine suite à une fuite intervenue la semaine précédente. L'exploitant indique que l'intervention de SARP est programmée la semaine suivante pour aspirer les poussières (Cf. Annexe Photo).

**Observation n°5 :** L'exploitant s'assurera que les consignes définies soient appropriées et maîtrisées par le personnel du site lors d'un déversement accidentel sur le site pour éviter tout écoulement dans le réseau d'eaux pluviales (écoulement de substances dangereuses pendant une opération de dépotage ou sables contenant des résines).

**Type de suites proposées :** Sans suites

### ANNEXE PHOTOGRAPHIQUE :



**Constat n°10 :**

Fuite sur le silo de stockage moulage résine



**Constat n°10 :**

FAM « Four »



**Constat n°10 :**  
FAM « MR1 »



**Constat n°7 : Prévention des pollutions accidentelles**  
Armoire de stockage des containers de déchets dangereux pleins